

VLADIMIR R. EVSTIGNEEV¹

LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DANS LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

RÉSUMÉ Les décisions prises par la Communauté des États indépendants (CEI) en matière de coopération économique ont connu un sort malheureux qui témoigne ou d'un manque de rationalité chez les décideurs de la CEI, particulièrement ceux de la Russie, ou du fait qu'elles reposent sur des *a priori* erronés. Cet article se propose par conséquent d'examiner le degré de rationalité que comportaient les choix opérés en matière d'intégration.

Cette analyse part de l'hypothèse que le modèle auquel les autorités russes se sont référés a peu évolué par rapport aux changements survenus au cours de la période récente. Le cœur de ce modèle, même s'il est implicite, peut se résumer ainsi : les problèmes internationaux sont résolus sur une base multilatérale même si la plupart d'entre eux justifierait une approche bilatérale ; la division du travail héritée de l'ex-URSS est préservée ; les questions économiques qui se posent à l'échelon international sont traitées sur la base d'une coopération inter-étatique voire hyperbureaucratique ; les solutions macro-

économiques proposées ignorent dans bien des cas les progrès survenus au niveau micro-économique ; les problèmes de la coopération économique internationale sont déconnectés de ceux posés par la réorganisation de l'économie nationale.

Jusqu'à l'automne 1993, la Russie a poursuivi des objectifs en matière d'intégration qui ne peuvent pas s'expliquer par la situation économique qui prévalait alors. Les décisions prises sont marquées par trois caractéristiques : des efforts zélés pour accroître l'ouverture des économies, pour ostensiblement préserver le contrôle sur l'espace économique post-soviétique avec parfois des conséquences dommageables pour l'économie nationale ; enfin la préférence pour une forme de coopération officielle inter-étatique et l'inaptitude à réagir face à la dégénérescence spontanée des relations structurelles inter-républicaines.

De l'automne 1993 au premier trimestre 1995, la situation n'a que peu évolué. Les Russes (et d'autres) favorables à l'intégration ont tenté de gérer les problèmes d'une

1. Vladimir R. Evstigneev est *Senior Research Fellow*, Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences, Moscou. E-mail : NEWGENICS@GLAS.APC.ORG.

Cet article fait partie d'un projet de recherche engagé avec le soutien du programme TACIS ACE de la Commission européenne, 1994. La traduction de ce texte a été assurée par Amina Lahèche-Revil.

économie très centralisée qui en réalité n'existait plus. Les moyens (une intégration fondée sur des mécanismes de marché) n'ont pas atteint leur but, non pas ceux proclamés haut et fort, mais ceux qui, en réalité, jouaient un rôle plus déterminant, à savoir la préservation d'un mode de gestion non viable de l'économie.

Depuis 1995, les règles du jeu ont changé, les ambitions en matière d'intégration ont été revues à la baisse. Les structures de marché qui émergent en Russie influencent les critères qui définissent l'intégration économique, mais de manière plutôt vague. La CEI est entrée dans une période d'instabilité qui touche la coopération, tous les efforts faits pour la renforcer, et la configuration mouvante des alliances.

Toutefois, la CEI n'est pas appelée à

disparaître, et dans tous les cas de figure, la Russie devra définir une nouvelle politique à son égard. Celle-ci dépendra des progrès faits par la nouvelle approche de l'économie. Son succès sera fonction de la volonté de substituer aux anciennes méthodes de gestion des formules nouvelles et flexibles fondées sur l'optimisation d'autres critères (par exemple la création d'en haut de groupes quasi-monopolistiques remplaçant les anciens ministères).

Cette démarche rénovée de la Russie devra comporter la création d'un environnement politique et économique propice pour les agents au niveau micro-économique dans les cas (rares) où ces relations micro-économiques ne seront pas considérées par les principaux intéressés comme un simple expédient.

À la fin de l'année 1995, la CEI s'illustre par l'inefficacité frappante de ses institutions à vocation économique. Le 3 novembre 1995, les chefs de gouvernement des pays membres (à l'exception du Turkménistan et de l'Ouzbékistan) adoptent une résolution portant sur l'activité des institutions inter-étatiques et intergouvernementales de la CEI chargées de la coordination économique ; celle-ci insiste sur le fait que les dispositions du Traité d'union économique, signé en septembre 1993, du Mémorandum du Conseil des chefs d'Etats de la CEI et des lignes directrices de l'intégration, adoptés en octobre 1994, n'ont pas été appliquées.

Parmi les objectifs de la CEI qui ont totalement échoué, figurent des projets aussi ambitieux que la Communauté Eurasiennne du Charbon et de l'Acier, le Conseil intergouvernemental du pétrole et du gaz, le Conseil intergouvernemental de l'industrie, le Comité inter-étatique pour la coopération économique et militaire, le Comité inter-étatique monétaire et la banque inter-étatique.² Ces échecs conduisent à penser que les choix économiques faits dans la CEI, et plus particulièrement en Russie, manquent de rationalité, ou sont soumis à une rationalité spécifique, fortement influencée par certains *a priori*. Cet article se propose d'analyser les fondements qui sous-tendent ces décisions.

W. Max Corden pose le problème de la manière suivante :

« Les théoriciens des anticipations rationnelles ont étudié avec assiduité de nombreuses questions concernant le secteur privé. Mais il est surprenant de constater qu'ils n'ont pas fait de même avec les gouvernements [...]. Avec quel modèle les décideurs publics traitent-ils leur information ? [...] Après analyse, il semble que l'on pourrait appliquer utilement au secteur public un programme

2. *Data medium*, supplément au *Dielovoy mir*, 30 novembre 1995.

empirique qui tiendrait compte de l'aptitude d'un gouvernement à assimiler l'information, y compris dans un modèle donné. Les changements de politiques reflètent-ils l'évolution de l'information, une modification de l'aptitude à absorber cette information, une altération des modèles, ou un changement des objectifs ? [...] Toute évaluation des politiques macro-économiques dans les pays en développement doit tenir compte de ces questions » (Corden, 1987).

Ces remarques s'appliquent à la transition économique dans la zone post-soviétique. L'hypothèse retenue ici est qu'au cours de l'histoire récente, le modèle sur lequel les décideurs publics russes ont appuyé l'intégration économique de la CEI n'a guère assimilé les changements d'information.

Le noyau central de ce modèle – quel que soit par ailleurs son caractère implicite – se résume par les caractéristiques suivantes :

- une tendance à résoudre les problèmes multinationaux sur une base multilatérale, alors que la plupart d'entre eux réclament une solution bilatérale ;
- la préservation des schémas de division du travail hérités de l'Union soviétique ;
- la solution des problèmes économiques qui se posent à l'échelon international sur une base inter-étatique, parfois hyper-bureaucratique ;
- la préférence pour des solutions macro-économiques générales, ignorant dans la plupart des cas les bénéfices qui apparaissent au niveau micro-économique ;
- une tendance à détacher les questions de coopération économique internationale des problèmes liés à la réforme de l'économie nationale (dans ses fondements méthodologiques et, dans une certaine mesure, idéologiques).

Cette dernière remarque signifie que, dans la plupart des cas, les problèmes économiques qui se posent au niveau international sont supposés ne requérir qu'une solution technique, tandis que la transformation économique interne est évaluée dans un contexte théorique plus large.

Les relations économiques à la veille de l'éclatement de l'ex-URSS

Il est utile, pour comprendre les évolutions récentes de l'espace post-soviétique, d'opérer un retour en arrière et d'étudier les relations économiques entre les Républiques (alors membres de l'Union) à la veille de l'éclatement de l'URSS³. Entre 1985 et 1990, le commerce entre les Républiques représente en moyenne 20 % de leur PIB (alors que la part de la CEE n'excède pas 14 %). La part du commerce intra-union représente 75 à 80 % des flux commerciaux.

L'incidence du mode de production sur les échanges

La production industrielle est extrêmement monopolistique. La Russie assure 90 % de la production de pétrole brut, 75 % de celle du gaz, plus de 90 % de celle du bois, plus de 80 % de celle du contre-plaqué et du papier. L'Ukraine

3. Voir par exemple *Vneshniaya torgovlia*, n° 4, 1994, p. 2.

compte pour près de 70 % de la production d'acier, d'acier laminé et de tuyaux en acier ; l'Ouzbékistan produit plus de 60 % des fibres de coton ; l'Estonie 85 % des pelles, etc. Un tel schéma de production industrielle correspond à une interdépendance économique très forte.

Dans une économie centralement planifiée, les courbes de demande sont absolument inélastiques et il existe très peu de différences entre spécialisation et monopolisation. Cette caractéristique s'est répercutée sur l'évolution ultérieure des marchés de la CEI. La très forte distorsion des prix relatifs qui caractérisait le commerce entre les anciennes Républiques de l'Union accentue encore leur interdépendance (TABLEAU 1).

TABLEAU 1

Rapport entre les prix* mondiaux et nationaux pour les échanges intra-CEI en 1990

GROUPE DE PRODUITS	RATIO	GROUPE DE PRODUITS	RATIO
Pétrole et gaz	2,70	Bois et papier	0,72
Electricité	1,50	Matériaux de construction	0,97
Charbon	0,94	Industrie légère	0,33
Autres énergies	0,71	Industrie agro-alimentaire	0,38
Métaux ferreux	1,18	Autres branches industrielles	0,63
Métaux non-ferreux	1,66	Produits agricoles (non transformés)	0,45
Produits chimiques	0,83	Transports et communications	1,11
Machines et équipements	1,11	Commerce total	0,97

* Prix moyens pondérés.

Source : *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 6, 1993, p. 1001.

Mais le problème a une autre facette : dans le schéma de division du travail soviétique, les Républiques spécialisées dans la production de biens aux prix sous-évalués sont davantage incitées à rompre avec l'Union. Ceci est vrai pour les donneurs implicites nets, i.e. les producteurs de pétrole et de gaz mais également, dans une certaine mesure, pour d'autres Républiques⁴. Le TABLEAU 2 décrit la division internationale du travail dans l'ex-URSS, archaïque et marquée par un très faible taux d'échange intra-branche. Il révèle surtout la coexistence, au sein d'un espace économique alors unifié, de deux types d'économies différents, le premier pouvant être défini comme un centre avec industries de base (production de moyens de production), alors que le second peut être défini comme une périphérie produisant des matières brutes et des biens de consommation. La coexistence de ces deux types d'économies était alors possible grâce à un mécanisme de réallocation puissant, incluant un système de transferts implicites par les prix.

4. Ultérieurement, ces branches, y compris celle des métaux ferreux et non ferreux, ont joué le rôle de locomotives tirées par les exportations de l'économie russe.

TABEAU 2

Avantages comparatifs révélés* dans les échanges entre les anciennes Républiques de l'Union en 1989

	ELECTRICITÉ	PÉTROLE ET GAZ	CHARBON	AUTRES ÉNERGIES	MÉTAUX FERREUX	MÉTAUX NON- FERREUX	PRODUITS CHIMIQUES	MACHINES ET ÉQUIPEMENTS	BOS ET PAPIER	MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	INDUSTRIE LÉGÈRE	INDUSTRIE AGRO- ALIMENTAIRE	AUTRES BRANCHES INDUS- TRIELLES	PRODUITS AGRICILES (NON TRANS- FORMÉS)	AUTRES PRODUCTIONS MATÉRIELLES, Y COMPRIS LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.
Russie	-0,29	0,50	0,09	-1,49	0,09	0,33	0,18	0,11	0,60	0,13	0,45	-1,19	0,26	-1,57	0,31
Ukraine	-0,90	-2,10	0,18	-	0,75	-0,29	-0,26	0,22	-1,10	0,14	-0,90	0,39	-0,10	0,22	-1,03
Biélorussie	-1,66	-0,04	-	-	-2,07	-1,99	0,19	0,31	-0,12	-0,12	0,25	-0,35	-0,35	-0,68	-0,62
Ouzbékistan	0,95	-0,02	-1,84	-	-1,70	0,60	-0,02	-0,89	-1,91	-0,57	0,94	-0,31	-1,17	1,08	0,23
Kazakhstan	1,02	0,33	1,89	-	0,38	0,68	0,15	-1,20	-2,22	0,17	0,17	-0,55	-0,79	1,57	0,09
Géorgie	-1,04	-4,44	-1,53	-	-0,28	-1,40	-0,54	-0,79	-1,11	-0,93	0,36	1,25	-0,19	0,14	-0,28
Azerbaïdjan	-0,48	0,58	-	-	-1,70	-0,68	-0,11	-0,71	-2,13	-0,77	0,38	0,81	-0,22	0,51	-0,13
Moldavie	-0,65	-	-	-	-1,90	-	-0,98	-0,51	-0,29	-0,23	0,38	1,20	0,24	0,78	-1,03
Lituanie	1,27	-0,32	-	-	-2,72	-3,08	-0,37	0,01	0,37	-0,16	0,48	0,25	-0,93	0,17	-0,30
Lettonie	0,50	-4,20	-	-	-1,28	2,39	0,29	-0,13	-0,17	0,09	0,10	0,56	0,39	-0,32	1,05
Kirghyzistan	1,18	-2,80	0,44	-	-3,08	0,48	-2,35	0,17	-2,76	-0,80	0,52	0,51	-0,74	0,29	-1,10
Tadjikistan	0,78	-2,53	-1,23	-	-3,82	1,52	-0,65	-1,04	-2,09	0,03	1,14	-0,14	-2,53	0,21	0,14
Arménie	-1,06	-	-	-	-2,66	-0,01	-0,10	-0,32	-1,73	-0,33	0,94	0,35	0,90	-2,40	-1,36
Turkménistan	1,09	1,41	-	-	-3,96	-2,63	-0,47	-3,00	-5,30	-0,38	1,07	-1,25	-4,27	0,62	0,47
Estonie	1,43	-3,30	-	4,10	-3,58	-2,38	0,08	-0,53	0,32	-0,45	0,63	0,60	-0,05	-0,96	0,95

* Calculé de la manière suivante : $\ln[(x_{ij}/x_j)/(x_i/x_j)]$, où x_{ij} représente les exportations, dans la République j vers le reste de l'Union soviétique ; x_i les exportations intra-soviétiques de la branche i vers l'ensemble des Républiques ; x_j les exportations intra-soviétiques de la République j ; x l'ensemble des exportations intra-soviétiques de l'ensemble des Républiques.

Le TABLEAU 3 laisserait croire en quelle que sorte que les revendications politiques n'étaient pas liées à des considérations économiques. En effet, les partisans les plus résolus de l'indépendance se comptaient parmi les receveurs nets de transferts implicites (transferts qui dépassaient considérablement les subventions ordinaires du budget de l'Union). Cependant, une telle affirmation est prématurée. Pour éviter toute simplification excessive, il convient de conserver à l'esprit que, au seuil de la décennie, l'euphorie libérale dominante amène à considérer le marché libre émergent comme un mécanisme capable de réallouer les ressources, de telle sorte que le bien-être ne semble être qu'une affaire de temps. Plus une République était ouverte sur l'Occident, plus ses espoirs étaient grands – et plus son attitude envers les statistiques disponibles était sceptique.

TABLEAU 3

Transferts indirects par le biais de la sous-évaluation ou de la sur-évaluation des prix du commerce dans l'ex-URSS en 1990

		Transferts nets en % du PIB	
Russie	-3,67*	Moldavie	24,05
Ukraine	3,61	Lettonie	10,43
Biélorussie	8,91	Kirghyzistan	2,72
Ouzbékistan	1,26	Tadjikistan	6,08
Kazakhstan	0,50	Arménie	9,16
Géorgie	16,02	Turkmenistan	-10,81
Azerbaïdjan	10,09	Estonie	12,08
Lituanie	17,09		

* Un signe moins indique les pertes nettes des donneurs implicites.

Source : *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 6, 1993, pp. 1024.

L'évolution des transferts financiers

La gestion monopolistique des entités macro-économiques, combinée avec l'euphorie du marché, explique l'atmosphère particulière qui règne au début des années quatre-vingt-dix. De manière plus intéressante, la situation économique dans les premiers temps de la CEI s'apparente à une concurrence entre une approche gradualiste de la transformation socio-économique et une optique favorable à la thérapie de choc, n'impliquant cependant pas, en pratique, de renversement total.

Dans la plupart des pays membres, les gouvernements poursuivent alors leurs efforts de soutien à la production matérielle et tentent de satisfaire les revendications des populations victimes des prix erratiques, ceci aux dépens de la stabilité financière. Cette période est plutôt positive pour les économies post-soviétiques. Certains Etats membres paraissent en meilleure situation que la Russie. Dans les pays de la CEI « en paix », c'est-à-dire à l'exclusion de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de la Géorgie et de la Moldavie, la baisse du PIB est, en 1992, de 3,5 à 1,2 fois plus faible que dans la Fédération russe⁵.

5. Voir « Trends in Developing Economies », Extracts, vol. 1, *Eastern Europe and Central Asia*, pp. 9-109, Washington.

Espérant échapper à une crise systémique due à la transition, les gouvernements procèdent à des émissions de monnaie fiduciaire, augmentant la taxe d'inflation aux dépens de la Russie. Selon certaines estimations, en 1992-1993 l'inflation importée explique entre un quart et un tiers de l'inflation russe. Si l'on admet que la courbe de comportement d'un émetteur de monnaie fiduciaire va d'un extrême (la recherche de revenus immédiats de seigneurage) à un autre (revenus actualisés de plus long terme, provenant du maintien du pouvoir d'achat des moyens de paiement émis), les gouvernements de la CEI présentent alors un biais en faveur du seigneurage et au détriment de la stabilité du pouvoir d'achat (Selgin & White, 1994).

Le TABLEAU 4 montre quel est le financement des Etats de l'ex-URSS par la Russie à la veille de l'éclatement de la zone rouble (bien que certains experts considèrent les chiffres présentés dans ce tableau comme douteux). Ces transferts sont plus de trois fois supérieurs aux transferts implicites par les prix (qui n'étaient alors pas entièrement taris). Ce coût était-il justifié ? La Russie le pensait. Contrairement à ce que l'on soutient généralement, la Russie est à ce moment là disposée à abandonner une part non négligeable de ses droits souverains aux instances supranationales, à condition que cela lui permette de préserver (partiellement) son contrôle sur l'espace post-soviétique, alors que, dans bien des cas, il ne s'agissait que d'une apparence de contrôle.

TABLEAU 4

Financement des pays de la CEI par la Banque centrale de Russie lors de l'éclatement de la zone rouble*					
	EN MILLIARDS DE ROUBLES COURANTS	EN % DU PIB		EN MILLIARDS DE ROUBLES COURANTS	EN % DU PIB
Russie	-2109	-11,7	Lettonie	2	1,0
Arménie	34	49,0	Lituanie	9	3,2
Azerbaïdjan	51	25,8	Moldavie	27	11,3
Biélorussie	102	10,7	Tadjikistan	36	90,7
Estonie	4	4,0	Turkmenistan	172	53,3
Géorgie	69	51,5	Ukraine	862	21,7
Kazakhstan	407	25,5	Ouzbékistan	292	69,9
Kirghyzistan	42	22,9			

* Position du compte correspondant à la Banque centrale de Russie à la fin de 1992.

Source : M. Dabrowski & R. Antczak, 1995, (p.12).

Rappelons pour mémoire, qu'en septembre 1991, quelques mois seulement avant que l'Union soviétique ne s'effondre, un groupe d'économistes et de politiciens, dont G. Yavlinsky et de nombreux futurs ministres du gouvernement russe, élaborent, à la demande du Comité de l'URSS pour le contrôle effectif de l'économie nationale, un projet de Traité d'union économique entre les Républiques de l'Union soviétique⁶.

6. Voir *Pravitiel' stviennyi viestnik*, 5 septembre 1991. Ce traité n'est jamais entré en application.

Mais un mécanisme de coordination des intérêts des Républiques manque à ce projet qui se contente de présupposer que la cohérence logique et l'opportunité des politiques douanière, monétaire et financière parleront d'elles mêmes. Il était facile de prévoir qu'un mécanisme abstrait (l'autorité se trouvant au niveau de l'Union) s'éroderait, et qu'il laisserait place soit à un système de préservation des intérêts des « grands pouvoirs » (et en premier lieu de la Fédération de Russie), nécessitant un mécanisme spécifique de contrôles et d'équilibres, soit à un système lâche de type confédératif.

L'éclatement de la zone rouble

En mai 1992, la Russie accepte presque de laisser au Conseil de coordination des banques nationales, créé à Bishkek, le droit d'établir le taux de réescompte et de déterminer les agrégats monétaires. Elle s'apprête également à donner à l'autorité collective le droit d'établir le taux de change du rouble commun vis-à-vis des monnaies des Républiques et des monnaies tierces, et adhère à l'idée d'une circulation parallèle du rouble et des nouvelles monnaies, ce qui annihile manifestement les mesures de contrôle de l'inflation monétaire.

La Banque centrale de Russie insiste fermement pour que soit instauré un contrôle relativement modéré, sous la forme d'une allocation des votes au sein des autorités monétaires collectives en proportion du poids de chacune des économies. En fait, la Russie ne revendique guère plus de 50 % des votes, ce qui est inférieur à la part de ce pays dans le PIB total de la CEI. En définitive, les partenaires de la Russie prennent l'initiative de la séparation.

Il ne fait aucun doute qu'il aurait été plus pratique pour la Fédération de Russie de suivre l'Ukraine et les autres pays de la CEI dans la mise en place de systèmes monétaires et financiers autonomes. Pourtant, la Russie préfère instituer un système monétaire complexe à deux niveaux, qui persistera au moins jusqu'à l'automne 1993. En 1992, la séparation entre les roubles sous forme d'encaisses liquides et les roubles placés sur les compte d'entreprises est mise en œuvre de manière forcée et mal préparée. Au cours de 1992 et de la plus grande partie de 1993, la politique russe au sein de la CEI est généralement défensive, tandis que celle de ses partenaires est essentiellement préventive ce qui provoque parfois de véritables calamités pour l'économie russe.

La Russie a bien sûr, dans une certaine mesure, intérêt à préserver l'existence d'une zone économique unifiée avec les autres pays de la CEI où elle peut écouler ses biens manufacturés, non compétitifs au niveau mondial (y compris les machines et équipements). La part des produits bruts dans les exportations russes vers le reste de la CEI augmente de manière très forte, celle du pétrole atteint ainsi 88 % en 1993 (51 % en 1992). La volonté libre-échangiste ne parvient donc pas à améliorer la structure des échanges de biens et ne peut en éviter la détérioration.

L'argument alors avancé était qu'une économie en transition comme la Russie devait profiter des marchés de sa ceinture intérieure pour écouler sa production de biens non compétitifs sur le marché mondial ; mais il est apparu fallacieux dès lors que les producteurs post-soviétiques ont préféré exporter les mêmes biens sur les marchés étrangers voisins et sur le marché mondial.

Les autres pays membres de la CEI, importateurs nets, accordent peu d'intérêt à la création d'une zone de libre-échange. En mars 1992, certains d'entre eux refusent même de signer l'Accord sur les principes de la politique douanière. En 1992-1993, le commerce intra-CEI se fait grâce à des accords bilatéraux : la Russie signe ainsi de tels accords de libre-échange avec tous les pays de la CEI. Mais des dispositions exemptent du libre-échange les biens dont le commerce est soumis à un contrôle spécial.

Une autre particularité réside dans la création, par les accords intergouvernementaux, d'un mécanisme de fournitures bilatérales impératives. Dans ce système, les paiements se font par le biais de compensations bilatérales et sont équilibrés par des crédits techniques accordés par la Russie à ses partenaires. Ce mécanisme trouve son origine dans les variations du pouvoir d'achat des versions nationales du rouble (de 1 à 1,25, et jusqu'à 8), qui stimulent le troc intergouvernemental. Les fournitures impératives sont exemptes de droits de douane et, par conséquent, peuvent être considérées comme des réminiscences frappantes du fonctionnement administratif de l'économie soviétique.

En résumé, jusqu'à l'automne 1993, la Russie poursuit des objectifs d'intégration économique de la CEI que la situation économique sous-jacente ne conforte pas. Trois caractéristiques marquent les décisions prises alors : les efforts zélés déployés pour accentuer le degré d'ouverture des économies nationales, et pour préserver le contrôle de la Russie sur l'ensemble de l'espace post-soviétique, parfois avec des conséquences néfastes pour l'économie nationale ; la préférence donnée aux formes officielles et inter-étatiques de coopération ; l'inaptitude à faire face (entre autres) à la dégénérescence spontanée des contacts inter-républicains.

L'échec des tentatives d'intégration économique

A la lecture de la balance des paiements de la Fédération de Russie en 1994, il est difficile de croire que, quatre ans auparavant, ce pays dirigeait, près de 70 % de ses échanges extérieurs vers ceux qui devaient devenir les « pays étrangers voisins » (TABLEAU 5 double page suivante). L'observateur novice de la politique russe d'intégration à la CEI est frappé par le décalage évident entre les efforts destinés à la transparence et à la prise collective de décision d'une part, et la réalité économique d'autre part.

La contraction des échanges intra-CEI

Trois ans seulement après le divorce entre la Russie et les « pays étrangers voisins », les relations économiques à l'intérieur de la CEI illustrent ce contraste. Les échanges entre les deux groupes de pays sont d'une intensité considérablement plus faible que ceux avec le reste du monde. L'essentiel des flux porte sur les marchandises ; les services de transports représentent une part

TABLEAU 5

Balance des paiements de la Fédération de Russie en 1994

	En millions de dollars		
	SOLDE CONSOLIDÉ	AVEC LE RESTE DU MONDE	AVEC LA CEI
Solde courant	5794	4836	958
Solde commercial	15113	13913	1200
Exportations de biens	66668	51626	15042
Importations de biens	-51184	-36758	-14426
Déduction au titre de troc non équivalent*	-371	-955	584
Solde des services	-9615	-8878	-738
Services non facteurs	-7829	-6862	-967
Exportations de services	8204	6966	1298
Importations de services	-16038	-13769	-2265
Services des facteurs	-1786	-2015	229
Revenus du travail	-200	-200	-**
Revenus des investissements	-1586	-1815	229
Entrées d'intérêts	2885	2653	232
– Sur les crédits publics	2840	2608	232
– Sur les crédits privés	45	45	-
Sorties d'intérêts	-4830	-4830	-
– Sur les crédits publics	-4783	-4783	-
– Sur les crédits privés	-47	-47	-
Intérêts sur les dépôts et obligations	326	329	-3
Dividendes et profits	33	33	-
Transferts	296	-200	496
Solde de la balance des capitaux	-5794	-4836	-958
Emprunts à court et à long terme	-14953	-12213	260
Utilisation des crédits empruntés	4938	4589	349
– Emprunts publics ou avec garantie publique	2691	2691	-
– Emprunts privés	2247	1898	349
Service des emprunts	-16891	-16802	-89
– Emprunts publics ou avec garantie publique	-15318	-15318	-
– Emprunts privés	-1573	-1484	-89
Prêts à court et long terme	7016	9826	-2810
Utilisation des prêts	-5854	-2411	-3443
– Accordés par le gouvernement	-3177	-140	-3037
– Accordés par le secteur privé	-2677	-2271	-406
Service des prêts	12869	12236	633
– Accordés par le gouvernement	11057	10424	633

POSTE	SOLDE CONSOLIDÉ	AVEC LE RESTE DU MONDE	AVEC LA CEI
– Accordés par le secteur privé	1813	1813	-
Autres capitaux à long terme	-1142	-1135	-7
Investissements directs	-173	-169	-4
– Vers la Russie	-811	-807	-4
– En provenance de Russie	638	638	-
Investissements de portefeuille	-605	-602	-3
Dépôts	-322	-322	-
Autres capitaux	-43	-43	-
Autres capitaux à court terme	-6255	-8806	2551
Comptes courants et dépôts	2084	2095	-11
Trésorerie des banques commerciales	-247	-247	-
Variation des encaisses de monnaies convertibles en dehors des banques	-6000	-6000	-
Exportations de roubles en liquide	862	-	862
Arriérés des revenus d'exportation	-2200	-2200	-
Autres postes	-754	-754	-
Réexportation de monnaies convertibles vers les pays de la CEI	1700	-	1700
Déduction au titre de la réexportation de monnaies convertibles vers les pays de la CEI	-1700	-1700	-
Paiements différés ou échus	2700	3543	-843
– Sur la dette brute	1920	2553	-633
– Sur l'encours des intérêts	780	990	-210
Réserves nettes d'or et de monnaies convertibles	3924	3924	-
Actifs étrangers bruts	2392	2392	-
Engagements étrangers bruts	1690	1690	-
Déduction au titre de la réévaluation des réserves internationales nettes	-158	-158	-
Démonétisation de l'or	-533	-533	-
Déduction au titre de la comptabilité des réserves internationales ***	-1844	-1844	-
Erreurs et omissions	2295	2404	-109
Solde total	0	0	0

* Déduction au titre de la sous-tarification (par rapport aux prix mondiaux) des exportations pour les transactions de troc, et au titre des délais.

** Absence de données, ou valeurs nulles (ou négligables).

*** Introduit pour éviter la double comptabilité des actifs des banques commerciales, résultat du fait qu'une partie des réserves officielles sont déposées auprès d'elles.

prédominante dans les échanges de services, ce qui reflète la structure initiale de l'économie soviétique. Ni les opérations de dépôt ni les investissements directs ou de portefeuille ne jouent de rôle dans les relations entre la Russie et les « pays étrangers voisins ».

Les crédits intergouvernementaux occupent une place disproportionnée, non seulement en comparaison avec les autres postes de la balance des paiements de la Russie avec la CEI, mais également en comparaison avec ses relations de crédit avec le reste du monde (bien qu'en 1995 la Fédération de Russie n'ait plus été la première source de crédits pour les pays de la CEI). La balance des paiements russe inclut un poste particulier, les « exportations de monnaies fortes au comptant vers le reste de la CEI », reflétant l'inefficience générale du mécanisme économique de la CEI.

Le TABLEAU 6 montre que les flux de commerce extérieur de la plupart des pays de la CEI sont plus équilibrés avec le reste du monde (hors CEI) qu'avec la zone. Seuls le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Arménie et la Russie font exception ; mais en 1994, par rapport à 1993, le solde commercial extra-CEI de ces trois derniers pays s'est amélioré, comparé au solde de leurs échanges intra-CEI. En 1993-1994, le commerce extérieur des pays membres de la CEI s'est bien développé, mais avec le reste du monde. 1994 a donc été l'année critique pour les responsables des échanges extérieurs de ces pays.

TABLEAU 6

Le commerce extérieur des pays membres de la CEI en 1993-1994

	En %		
	ECHANGES INTRA-CEI*	ECHANGES AVEC LE RESTE DU MONDE*	
	1994	1993	1994
Azerbaïdjan	52,8	145,6	124,1
Arménie	62,1	34,8	46,9
Biélorussie	38,2	95,7	182,1
Géorgie	-	41,3	45,2
Kazakhstan	57,5	354,6	212,9
Kirghyzistan	92,5	100,1	108,9
Moldavie	22,5	95,0	89,9
Russie	178,0	165,2	170,3
Tadjikistan	16,0	70,4	100,8
Turkmenistan	255,0	209,2	122,9
Ouzbékistan	155,2	74,6	84,1
Ukraine	69,3	128,2	177,8

* Ratio des exportations sur les importations.

Source : Comité statistique de la CEI, 1995 (n°10, pp. 15-16).

Le TABLEAU 7 donne la mesure du degré de dépendance relative des pays de la CEI envers le commerce intra-CEI, et le commerce avec le reste du monde. La Russie apparaît clairement comme le pays le moins dépendant. Compte tenu de la structure des échanges décrite dans le TABLEAU 7-A, la Biélorussie et le

TABLEAU 7

Répartition des échanges entre le commerce intra-CEI et avec le reste du monde

7-A Exportations et importations par habitant pour les pays de la CEI en 1994

En dollars

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	VERS LE RESTE DE LA CEI	VERS LE RESTE DU MONDE	EN PROVENANCE DU RESTE DE LA CEI	EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE
Azerbaïdjan	34,6	48,6	65,5	39,1
Arménie	37,1	15,2	59,8	32,4
Biélorussie	138,7	94,2	363,0	51,7
Géorgie	-	15,8	-	34,9
Kazakhstan	110,3	65,2	191,9	30,6
Kirghyzistan	49,7	26,2	53,7	24,1
Moldavie	55,6	36,3	247,0	40,4
Russie	94,5	323,8	53,1	190,1
Tadjikistan	16,2	55,8	101,4	55,3
Turkmenistan	317,6	93,4	124,5	76,0
Ouzbékistan	92,7	42,1	59,7	50,0
Ukraine	103,4	81,1	149,2	45,6

7-B Dépendance relative* des pays de la CEI envers leurs échanges avec le reste du monde en 1994

	RATIO		RATIO	
	D'EXPORTATION	RANG	D'IMPORTATION	RANG
Azerbaïdjan	0,712	9	1,675	8
Arménie	2,441	2	1,846	6
Biélorussie	1,472	7	7,021	1
Géorgie	-	-	-	-
Kazakhstan	1,692	5	6,271	2
Kirghyzistan	1,897	4	2,228	5
Moldavie	1,532	6	6,114	3
Russie	0,292	10	0,279	11
Tadjikistan	0,290	11	1,834	7
Turkmenistan	3,400	1	1,638	9
Ouzbékistan	2,202	3	1,194	10
Ukraine	1,275	8	3,272	4

* Rapport entre les exportations (importations) par tête vers (en provenance du) le reste de la CEI et les exportations (importations) par tête vers (en provenance du) le reste du monde.

Kazakhstan devraient jouer un rôle moteur dans l'intégration économique de la CEI. Le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont susceptibles de s'orienter davantage vers l'intégration ; probablement chercheront-ils plutôt une solution au niveau sous-régional (Asie centrale). Le TABLEAU 7-B permet de calculer une corrélation (-0,009) qui montre que les pays de la CEI qui sont relativement dépendants des exportations intra-CEI, ne dépendent pas nécessairement des importations intra-CEI : en d'autres termes, les opportunités de commerce traditionnel sont une question de convenance au sens étroit du terme.

Parallèlement, le TABLEAU 8 montre la forte concentration des flux commerciaux intra-CEI en termes de structure géographique des échanges. L'orientation des exportations et des importations de chaque République coïncide fortement ; les partenaires à l'exportation et à l'importation sont les mêmes dans la plupart des cas, même si la structure géographique des exportations est légèrement plus diversifiée. La Russie reste le principal partenaire commercial de la CEI, aussi bien en ce qui concerne les exportations que les importations ; elle est suivie par l'Ukraine et le Kazakhstan, la Biélorussie restant en retrait. Le Turkménistan est devenu un partenaire important à l'importation, ce qui met en évidence le rôle essentiel des produits non manufacturés (pétrole et gaz) dans le commerce intra-CEI. Simultanément, en 1995, la matrice des flux commerciaux de la CEI est devenue clairement polycentrique (TABLEAU A1, annexe).

TABLEAU 8

La répartition des échanges intra-CEI en 1994

	TROIS PRINCIPAUX PARTENAIRES À L'EXPORTATION AU SEIN DE LA CEI	PARTS RELATIVES DU PRINCIPAL PARTENAIRE À L'EXPORTATION (%)	TROIS PRINCIPAUX PARTENAIRES À L'IMPORTATION AU SEIN DE LA CEI	PARTS RELATIVES DU PRINCIPAL PARTENAIRE À L'IMPORTATION (%)
Azerbaïdjan	Kazakhstan Russie Ukraine	6,4 53,1 20,3	Russie Turkmenistan Ukraine	36,2 36,4 16,5
		Taux de coïncidence *	2	
Total		79,8		89,1
Arménie	Russie Turkmenistan Ukraine	62,9 26,4 5,2	Russie Turkmenistan Ukraine	63,4 32,6 3,2
		Taux de coïncidence	3	
Total		94,5		99,2
Biélorussie	Kazakhstan Russie Ukraine	3,1 79,1 14,1	Kazakhstan Russie Ukraine	1,1 80,3 16,7
		Taux de coïncidence	3	
Total		96,3		98,1

Kazakhstan	Russie	78,2	Russie	70,2
	Ouzbékistan	8,8	Turkmenistan	9,3
	Ukraine	4,8	Ouzbékistan	10,6
	Taux de coïncidence		2	
Total		91,8		90,1
Kirghyzistan	Kazakhstan	44,9	Kazakhstan	17,6
	Russie	22,3	Russie	56,2
	Ouzbékistan	20,5	Ouzbékistan	15,7
	Taux de coïncidence		3	
Total		87,7		89,5
Moldavie	Azerbaïdjan	6,7	Biélorussie	1,6
	Russie	73,9	Russie	44,9
	Ukraine	10,7	Ukraine	52,0
	Taux de coïncidence		2	
Total		91,3		98,5
Russie	Biélorussie	20,8	Biélorussie	13,8
	Kazakhstan	15,1	Kazakhstan	17,8
	Ukraine	49,7	Ukraine	53,5
	Taux de coïncidence		3	
Total		85,6		85,1
Tadjikistan	Kazakhstan	12,9	Kazakhstan	1,4
	Russie	43,6	Russie	31,2
	Ouzbékistan	30,8	Ouzbékistan	63,5
	Taux de coïncidence		3	
Total		87,3		96,1
Turkmenistan	Kazakhstan	17,2	Russie	41,7
	Ouzbékistan	16,3	Ouzbékistan	14,2
	Ukraine	32,8	Ukraine	13,1
	Taux de coïncidence		2	
Total		66,3		69,0
Ouzbékistan	Kazakhstan	23,1	Kazakhstan	11,4
	Russie	43,5	Russie	56,5
	Tadjikistan	22,5	Turkmenistan	19,7
	Taux de coïncidence		2	
Total		89,1		87,6
Ukraine	Biélorussie	10,8	Biélorussie	2,4
	Moldavie	10,6	Russie	88,0
	Russie	72,6	Turkmenistan	6,7
	Taux de coïncidence		2	
Total		94,0		97,1

* Le taux de coïncidence varie de 0 (aucune coïncidence entre les listes des principaux partenaires commerciaux du pays en cause) à 3 (coïncidence complète) ; le taux de coïncidence moyen s'élève à 2.4545, ce qui témoigne de l'uniformité relativement importante caractérisant les directions des échanges à l'intérieur de la CEE.

Le TABLEAU 9 présente la structure par branche du commerce intra-CEI. Il fait apparaître que la diminution du taux d'exportation produit une baisse du volume des exportations vers le reste de la CEI supérieure, en termes de points de pourcentage, à celle des exportations vers le reste du monde ; inversement, la hausse du taux d'exportation s'accompagne d'une augmentation plus rapide des exportations vers le reste du monde. Et si, dans certains cas, les flux extra et intra-CEI pour une marchandise donnée ne sont pas comparables, la tendance n'en reste pas moins certaine. Les opportunités d'exportations déterminent la réorientation des flux commerciaux traditionnels, particulièrement en ce qui concerne les « exportables de premier rang » comme le pétrole ou le coton ; ceci est d'autant plus vrai lorsque l'on tient compte du rôle croissant des monnaies dures dans le commerce intra-CEI.

La structure par produit des flux commerciaux intra-CEI s'est encore détériorée depuis 1993, ceci se traduisant par la substitution de biens moins élaborés à des produits manufacturés. Or la Russie ne peut devenir un nouveau Hong Kong sur le marché international, puisqu'une désindustrialisation de l'économie des pays européens de la CEI ne donnerait pas naissance, dans ce pays, à une société de type post-industriel, mais bien à une société de type pré-industriel : les conséquences en seraient difficiles à prévoir et seraient encore plus difficiles à limiter.

Dans cette contraction des échanges intra-CEI, les fournitures de charbon ont diminué de 20 %, celles de pétrole de 30 %, et les échanges de camions et de tracteurs de 60 à 70 %. Le pétrole et le gaz ont représenté près de 90 % des exportations russes vers le reste de la CEI. Ceci indique que, contrairement à ce que l'on attendait, la division intra-CEI du travail est défavorable à l'économie russe, du moins à moyen et long terme ; elle joue, en un sens, le rôle d'une incitation négative.

Il est malheureusement illusoire de penser que, dans une économie en transition, les agents peuvent coopérer quand cela semble mutuellement bénéfique. L'ouverture d'une économie en transition implique plutôt par définition, son isolement vis-à-vis des marchés voisins. On peut également observer cette tendance en Europe centrale et orientale, alors même que les infrastructures sous-développées et les coûts de transports y sont un problème moins sévère que dans l'ex-URSS, et que le commerce avec l'Europe de l'Ouest y est moins complémentaire que le commerce mutuel (TABLEAU A2, annexe).

L'échec institutionnel

De l'automne 1993 au début de 1995, la plupart des pays de la CEI ont mis en œuvre des politiques de stabilisation financière qui incluaient l'utilisation des monnaies nationales récemment établies comme « ancrés » nominales (Doronin, 1995). Bien qu'initialement réussie, cette politique est abandonnée dans la plupart des cas dès 1994. Mais cette fois, les pays se voient refuser l'accès aux imprimeries de la Banque centrale russe, et ne peuvent, en matière d'émission monétaire, mener une politique de cavalier seul. Désormais, les crédits accordés par la Russie servent uniquement à équilibrer le commerce mutuel.

Pendant ce temps, la Russie poursuit ses tentatives obstinées et ses erreurs, dans le but d'établir des institutions reposant précisément sur les mécanismes dont l'inefficacité est reconnue ; le principal objet de ces efforts étant la création

TABLEAU 9

Structure des échanges* pour quelques produits exportés par les pays membres de la CEI

	RATIO EXPORTATIONS VERS LE RESTE DE LA CEI/ PRODUCTION		RATIO EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE/ PRODUCTION	
	1993	1994	1993	1994
	En %			
AZERBAÏDJAN				
Diesel	21,5	15,4	49,4	50,6
BIÉLORUSSIE				
Essence	6,8	13,1	0,3	-
Réfrigérateurs	47,6	59,3	23,0	12,5
Camions	64,9	65,7	3,9	4,2
KAZAKHSTAN				
Blé	16,5	15,9	5,0	0,1
Charbon	30,4	28,8	0,6	0,6
Pétrole brut	52,2	30,0	3,9	0,5
Essence	9,4	6,2	2,4	0,6
Diesel	7,4	1,7	10,4	25,9
Fibres de coton	22,6	-	29,3	47,1
Tracteurs	32,1	70,0	1,8	5,0
KIRGHYZISTAN				
Engrais	-	-	9,5	7,9
RUSSIE				
Charbon	2,6	2,0	6,5	6,6
Pétrole brut	12,1	10,4	22,6	29,1
Essence	7,3	3,0	1,3	2,7
Diesel	6,3	4,1	21,2	30,4
Gaz	12,1	12,4	15,5	18,0
Réfrigérateurs	2,4	0,8	10,9	8,6
Camions	9,8	8,2	2,1	10,3
TADJIKISTAN				
Fibres de coton	11,2	9,9	36,0	68,3
TURKMENISTAN				
Gaz	70,4	73,0	12,6	-
OUZBÉKISTAN				
Pétrole brut	2,8	13,9	2,3	0,5
Engrais	19,1	26,3	27,7	36,3

d'un espace économique transparent pour les biens, les capitaux et le travail. Le document principal tendant à la réalisation de cet objectif – le Traité sur l'union économique de la CEI – est signé le 24 septembre 1993. Il prévoit la réalisation de la transparence, la coordination de la politique monétaire et financière et l'harmonisation des législations nationales. Mais il ne sera pas appliqué. L'Accord sur la zone de libre-échange de la CEI, nouvelle tentative moins ambitieuse pour établir un cadre multilatéral, est signé par les chefs d'Etat en avril 1994 à Moscou.

L'Accord général de coopération en matière de production, adopté par le Conseil des chefs de gouvernements des pays de la CEI en décembre 1993, a clairement mis en évidence les limites de la coopération, celle-ci étant considérée uniquement en termes d'exemption de droits de douane et taxes.

Ni les traditions à l'épreuve du temps en matière de commerce et de coopération, ni l'importance d'un pays dans les échanges extérieurs, ne sont des fondements suffisants pour asseoir l'intégration. En 1994, le commerce avec l'Ukraine et l'Allemagne représente chacun 10,5 % du commerce extérieur de la Russie, la part de la Biélorussie étant égale à celle de la Grande Bretagne (5 % chacune), tandis que la part du Kazakhstan n'est que de 4 % : pourquoi ne pas créer, dès lors, une union douanière avec l'Allemagne ou la Grande Bretagne ?

En 1993-1994, la plupart des nouvelles monnaies des pays membres de la CEI sont surévaluées par rapport au rouble russe. La grande majorité des pays de la CEI présentent un biais considérable à l'importation et accordent peu d'intérêt aux accords multilatéraux. De plus, dans de nombreux pays, les accords de « protectionnisme à l'envers » (selon les termes de Yu V. Shishkov) mis en place dans des conditions d'économie de pénurie restent en application, au moins en 1993.

En septembre 1993, six pays du noyau d'intégration de la CEI – la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan – signent un nouvel accord pour une zone monétaire. Cette fois encore, le document évoque la transparence, la coordination à haut niveau des politiques économiques nationales, l'harmonisation des réglementations financière, monétaire et douanière, la mise en place d'une grille de parité au sein de la communauté des six pays, et le contrôle collectif des taux de change des monnaies nationales par rapport aux monnaies tierces. Mais ces ambitions sont condamnées dès le départ, compte tenu des différences entre les pays au niveau des mécanismes économiques nationaux, du stade atteint dans le processus de transition et des objectifs de politique macro-économique (Evstigneev & Shishkov, 1994). Enfin, en septembre 1994, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEI, réunie à Moscou, reconnaît qu'un système spontané fonctionnant autour de monnaies librement utilisées dans les règlements intra-CEI, dont les taux de change seraient établis par les marchés, et dans lequel les paiements se feraient par le biais des banques commerciales autorisées, et non *via* les comptes correspondants entre banques centrales nationales, mérite un soutien officiel.

La réaction régionale

Dans ces circonstances, certains pays préfèrent développer la coopération régionale. Au début de 1994, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan établissent une zone de libre-échange. Ils sont alors bien moins ambitieux et refu-

sent les accords établis au niveau de la CEI, inspirés par la Russie. En particulier, les pays d'Asie centrale déclarent leur refus d'obéir aux décisions de quelque autorité collective que ce soit en matière de taux de change. Pourtant, même cette intégration allégée échoue dès la fin de 1994, du fait des déséquilibres dans les paiements mutuels. Une autre tentative de réunification, largement claironnée, prévoit alors la fusion des systèmes monétaires russe et biélorusse ; elle équivaut, pour la Russie, à reprendre à son compte les engagements extérieurs de son partenaire (alors plus de 180 dollars par tête) et son déficit budgétaire considérable⁷.

S'observe alors un curieux phénomène : des transitions successives d'une situation d'intégration à une autre, sous forme de décisions adoptées au niveau international, sans pratiquement la moindre chance de réalisation concrète.

Il est clair que la Russie interprète le processus en cours dans la zone économique post-soviétique d'une manière inadéquate. On comprend mieux pourquoi elle fait pression pour préserver l'ancienne zone économique unique si l'on a présent à l'esprit que la réflexion économique élaborée au temps de l'économie centralement planifiée, perdue dans l'approche des questions de coopération internationale probablement du fait que la prise de décisions économique y est, en un sens, plus détachée de ces objectifs immédiats. Il est utile de rappeler la théorie de Ludwig von Mises, selon laquelle la propension des autorités socialistes à rechercher le libre-échange ne manifeste en aucune façon l'adhésion à des principes libéraux, mais témoigne plutôt d'une volonté de contrôle illimité ou, dans le cas présent, d'une perception administrative et « naïve » de la gestion économique (Mises, 1981).

De l'automne 1993 au 1^{er} trimestre 1995, la situation évolue peu. Les partisans russes de l'intégration (et d'autres) se trouvent confrontés à la disparition d'une économie unique fortement centralisée. Les moyens employés pour y faire face, inspirés de l'intégration économique telle qu'elle est pratiquée par les pays à économie de marché, échouent par rapport aux objectifs : non pas ceux affichés avec enthousiasme, mais ceux qui motivent véritablement l'action publique – la sauvegarde d'une structure et d'une gestion économiques non viables.

Les perspectives

En 1995, le délabrement des relations économiques intra-CEI se poursuit. Au cours du premier semestre, les importations des pays membres de la CEI en provenance du reste du monde augmentent de 23 % par rapport à la même période de 1994, tandis que les importations intra-CEI diminuent de 6 %. Entre janvier et mai 1995, la structure des flux commerciaux intra-CEI ne cesse de se dégrader (au sens précisé *supra*), tandis que les industries relativement plus compétitives sur les marchés mondiaux se réorientent vers le reste du monde.

Ainsi, les exportations de pétrole et de diesel de la Biélorussie vers les autres pays de la CEI augmentent entre 4,5 et 6,8 fois, tandis que les exportations de

7. Le Premier ministre V. S. Tchernomyrdine fut le seul homme politique russe qui osa alors tenter le coup, en dépit de dures pressions politiques.

tracteurs baissent de 62 % et que celles de camions sont divisées par deux ; les exportations de pétrole brut de la Russie vers ses partenaires de la CEI chutent de 14 % (pour une hausse des cours de 39 %), tandis que les exportations de charbon et de gaz augmentent de 72 % et 7 % respectivement (la hausse des prix s'étant établie respectivement à 41 % et 32 %). Simultanément, la Russie augmente ses fournitures de pétrole au reste du monde à des prix relativement plus faibles qu'auparavant.

Les contacts commerciaux traditionnels établis au sein de la CEI diminuent pour la plupart des pays au profit du développement d'autres réseaux d'échanges. Ainsi, en 1995, la Pologne représente près de 12 % des exportations de la Biélorussie, la Roumanie 60 % de celles de la Moldavie, la Turquie plus de 50 % des exportations de l'Azerbaïdjan, et la Chine environ 50 % des celles du Kirghizistan. Ce développement des relations bilatérales mine les fondements de la coopération multilatérale.

Les rapports entre la Russie et le reste de la CEI se modifient (TABLEAU 10). Tandis que la Russie devient un importateur significatif, le biais à l'importation des autres pays de la CEI se transforme progressivement en biais à l'exportation, au fur et à mesure que les monnaies nationales se trouvent sous-évaluées vis-à-vis du rouble (TABLEAU 11) ; le même phénomène s'observe pour le commerce extra-CEI, les taux de change des pays en transition étant en moyenne 3,2 fois inférieurs à leur niveau de parité de pouvoir d'achat. Certains pays expriment un intérêt plus vif et plus substantiel en faveur d'une coopération plus approfondie, sous la férule de la Russie, avec le noyau dur de la CEI.

TABLEAU 10

Echanges extérieurs de la Russie en 1994-1995									
En milliards de dollars									
	JANVIER-OCTOBRE 1994			JANVIER-OCTOBRE 1995			JANVIER-OCTOBRE 1994 À JANVIER-OCTOBRE 1995 (%)		
	TOTAL	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS
Total	83,5	52,9	30,6	101,6	64,6	37,0	121,7	122,1	120,9
Avec le reste du monde	63,5	41,2	22,3	80,0	53,4	26,6	126,0	129,6	119,3
Avec la CEI	20,0	11,7	8,3	21,6	11,2	10,4	107,8	95,6	125,0

Source : *Siegodnia*, 28 novembre 1995.

TABLEAU 11

Evolution du taux de change du rouble vis-à-vis des nouvelles monnaies (D)*,
janvier-juin 1995

	D, calculé avec les cours des banques centrales nationales	D, calculé grâce aux taux de change croisés vis-à-vis du dollar **
Azerbaïdjan	0,91962	0,912
Arménie	0,76466	0,887
Biélorussie	1,48038	1,492
Ukraine	0,95151	0,949
Moldavie	0,73977	0,751
Kazakhstan	0,80091	0,819
Kirghyzistan	0,85235	0,754
Ouzbékistan	1,00966	1,025

* $D = (r_1/r_0)(d_m/d_n)^{-1}$, où r_1 est le taux de change (nombre de roubles russes par unité de monnaie nationale) à la fin de la période, r_0 le taux de change au début de la période ; d_m est le déflateur des prix à la consommation en Russie, d_n celui de l'ancienne République de l'Union en cause. $D < 1$ indique une surévaluation relative du rouble, $D > 1$ dénote une sous-évaluation relative.

** Taux de change du dollar vis-à-vis des monnaies nationales établis par les banques centrales nationales.

Source : Comité statistique de la CEI, 1995, (n° 27, pp. 46-49).

Les tentatives de réaction de la Russie

Dans ce contexte, l'attitude de la Russie vis-à-vis des relations économiques intra-CEI se devait d'être plus explicite et plus réaliste, et susciter l'émergence d'une nouvelle rationalité dans la prise de décision.

En mai 1995, la Russie admet pour la première fois que les formes les plus évoluées de coopération économique internationale ne sont pas applicables à la CEI, et accepte de circonscrire ses efforts d'intégration à un cercle limité, incluant la Biélorussie et les pays d'Asie centrale. Cette décision, bien que plus réaliste, n'en reste pas moins une solution de premier rang, compte tenu de l'écart entre les systèmes économiques nationaux des prétendus partenaires de l'intégration.

Dans un décret du 14 septembre 1995, le président Eltsin souligne les priorités russes en matière d'intégration : la mise en place d'une union douanière, d'un système de paiement efficace, d'un marché commun des capitaux et de « conglomerats (groupes) industriels et financiers » (CIF) composés d'entreprises provenant d'au moins deux pays-membres. Le premier ministre et député A. Bolshakov précise ultérieurement que l'intégration économique implique le libre accès des banques commerciales au territoire des pays partenaires, la convertibilité mutuelle des monnaies, et la coordination des politiques de change. La résolution du 3 novembre 1995, mentionnée *supra*, insiste une fois encore sur la réalisation de la transparence sur le marché des biens et facteurs de production, ainsi que sur la coordination étroite de la politique monétaire et financière au niveau de la CEI.

Ainsi, en matière de coopération intra-CEI et d'intégration, les principes qui guident les décideurs publics russes restent globalement inchangés, il y a surtout un changement d'échelle. Et si l'émergence d'un environnement de marché en Russie influence les critères de rationalité appliqués à l'intégration économique, cette influence reste très vague. La CEI se trouve dans une période d'instabilité,

affectant les efforts d'intégration, les flux et reflux accidentels de la coopération, et la configuration changeante des alliances.

LA MONTÉE DU BILATÉRALISME. En réalité, le bilatéralisme s'est maintenu et même développé. En 1995, l'Ouzbékistan met en place un régime de libre-échange avec huit pays de la CEI (Russie, Ukraine, Biélorussie, Mol, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan et Turkménistan). Dans le même temps, la Russie ne se préoccupe plus autant de développer les relations bilatérales intergouvernementales. Ainsi, le « Roskontrakt », institution chargée des fournitures intergouvernementales, n'a récemment exporté aucun produit stratégique compétitif sur le marché mondial, comme le pétrole, bien que cela soit prévu par les accords inter-étatiques.

Au sein de la CEI, le bilatéralisme est étroitement lié au problème des paiements qui conduit dans la plupart des cas à la violation des principes acceptés sur une base multilatérale (par exemple, celui des paiements en monnaies nationales). Après les remous sur le marché des changes à Moscou en octobre 1994, certains pays de la CEI déclarent qu'ils envisagent d'imposer l'usage des monnaies convertibles pour les règlements. En 1995, prétextant du fait que ses exportations sont compétitives sur les marchés mondiaux, l'Ouzbékistan réclame que les fournitures intra-CEI soient réglées en monnaies convertibles. Auparavant, le Turkménistan avait suspendu ses fournitures de gaz à l'Arménie tant que celle-ci ne les paierait pas en dollars. Le TABLEAU 12 présente la structure des moyens de paiements utilisés pour les règlements intra-CEI.

TABLEAU 12

	En %		
	1993	1994	1995 (est.)
Compensation bilatérale de troc entre Etats	50	30	15
– Par le biais de comptes correspondants auprès des banques centrales nationales	20	15	5
– En monnaies nationales par le biais de comptes correspondant auprès des banques commerciales	15	35	55
Troc non officiel, compensation, autres types de paiements sans devises	10	10	10
En monnaies convertibles ou en monnaie nationale avec réserve en monnaie convertible	5	10	15
Total	100	100	100

Sources : *Finansovye izvestiya*, 20 juin 1995 ; *Dielovoy mir*, 5 septembre 1995

Ceteris paribus, les nouveaux pays ne peuvent accepter l'unification monétaire, tout simplement parce que celle-ci les prive d'un moyen de régulation du commerce qui ne passe ni par la fiscalité ni par la protection douanière, et réduit

le champs pour une politique destinée à l'équilibre de la balance des paiements. La contrainte financière qu'elle représente passe en outre par l'imposition d'une grille de compensation multilatérale ferme, et non pas par une contrainte d'expansion du crédit (Gnos, 1989). Si les problèmes que pose cette situation peuvent être résolus dans le cadre d'une intégration fortement développée comme l'Union européenne, dans la CEI, leur solution est bien plus douteuse.

Quant à l'interpénétration réelle des capitaux, autre sujet important dans le calendrier de l'intégration, elle n'est guère visible – et même guère faisable – dans la CEI. Le 1er juillet 1995, sur 570 millions de dollars d'investissements directs étrangers entrés en Ukraine, seulement 6,3 % provenaient des autres Républiques de l'ancienne Union. L'Ukraine elle-même a investi à l'étranger 14,25 millions de dollars, dont quelques 25 % en Russie. La prétendue migration des capitaux au sein de la CEI n'est autre que des *swaps* entre Etats (et plus précisément entre gouvernements) de dettes contre titres. Le Kazakhstan céderait ainsi volontiers des douzaines d'entreprises au « Roskontrakt » sous forme de droits de propriété sur le trust, avec perspective de rachat ; mais la Russie est loin d'être enthousiaste à l'idée d'acquérir ces entreprises sans perspectives. La Biélorussie souhaite se défaire de l'usine de pneumatiques de Minsk, le Kirghizistan des usines de matériel électrique de Bishkek, le Tadjikistan offre des parts dans ses entreprises minières, etc. ; toutes ces initiatives ont pour but de couvrir les dettes vis-à-vis de la Russie. L'Ukraine propose la création de CIF, qu'elle considère comme un moyen de faciliter le commerce, de bénéficier d'un régime commercial plus libéral, etc., dans des dizaines d'industries.

La CEI compte très peu de firmes réellement transnationales. Les très grandes entreprises pétrolières russes ont été des pionnières dans ce domaine, avec l'établissement d'entreprises jointes (y compris des banques), au Kazakhstan (en coopération avec des entreprises locales produisant des métaux non ferreux) et dans quelques autres régions de l'ex-URSS. Au début de 1995, une trentaine de grandes banques commerciales de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Azerbaïdjan, ont créé un réseau de compensation interbancaire. Le « Microdin » – une grande entreprise russe – a investi dans la location d'une usine de production de métaux non ferreux à Zestafon, en Géorgie. Le président de la Biélorussie, Lukashenko, a fourni un effort acharné pour entraîner le « Lukoil » et d'autres entreprises russes à participer au processus de privatisation d'entreprises biélorusses. Et si l'on peut citer d'autres exemples, ils restent peu nombreux.

L'expansion à l'étranger des entreprises russes doit être considérée avec précaution. Ainsi, l'acquisition par la Russie d'« entreprises transnationales post-soviétiques » productrices d'énergie, qui jouissent très souvent d'une relation privilégiée avec le gouvernement fédéral, est une forme de solution au problème de l'endettement officiel des pays de la CEI envers la Russie. Et quand le président Lukashenko tente de séduire les grandes entreprises russes qui sont dans la plupart des cas d'importants fournisseurs d'énergie, à participer à la privatisation des firmes biélorusses (alors même que la privatisation est actuellement suspendue en Biélorussie, ce qui a conduit le FMI à suspendre la ligne de crédit *stand-by* qu'il avait accordée à ce pays), il cherche en réalité à compenser les conditions commerciales défavorables accordées aux fournisseurs de gaz et de pétrole, par rapport à

celles dont bénéficient les partenaires du reste du monde. Le processus de « transnationalisation » est donc considéré et utilisé dans la CEI comme un moyen de promotion du commerce bilatéral, surtout pour les produits non manufacturés.

Qu'attendre d'objectifs moins ambitieux ?

Au sein de la CEI, c'est le chiffre d'affaire des échanges qui importe. L'union douanière largement annoncée entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, porte la promesse d'une croissance supplémentaire de 7 % du montant des échanges entre les trois pays. Si les parties contractantes ont véritablement comme objectif la poursuite des objectifs affichés d'union douanière, ceci implique un approfondissement de l'intégration. La Russie a ainsi signé des accords de convertibilité mutuelle des monnaies nationales et de coordination des politiques de change avec la Biélorussie, le Kazakhstan, et l'Ouzbékistan, et s'est déclarée prête à signer des accords similaires avec le Kirghizistan, le Tadjikistan et même la Moldavie (cette dernière n'est pas actuellement membre de l'union douanière, et il n'est pas prévu qu'elle le devienne ; mais malgré son refus politique, sa dépendance envers la division du travail au sein de la CEI la conduit à proximité du noyau dur).

Mais la situation budgétaire des membres potentiels de l'union douanière souffrira de l'adhésion. Selon certaines estimations dignes de confiance, l'Arménie y perdrait environ 50 millions de dollars⁸, et la Russie plus de 600 millions⁹, soit autant que le prêt de réhabilitation que la Banque mondiale a récemment accordé à ce pays. Simultanément, le revenu estimé provenant de l'augmentation du commerce mutuel, de la réduction des taxes de transit et des royalties que la Russie payait au Kazakhstan, et surtout à la Biélorussie, ne dépassera pas 300 millions de dollars¹⁰.

De plus, la Russie pourrait être la première à rejeter l'union douanière, lorsqu'elle réalisera que, outre des pertes directes pour le budget fédéral, elle pourrait subir des pertes indirectes, les producteurs nationaux souffrant d'un phénomène de création de commerce. Le TABLEAU 13 montre clairement que, en cas de transparence sur le marché des facteurs, l'importation de biens intensifs en travail pourrait produire des conséquences indésirables. On peut alléguer que le niveau particulièrement faible de ces chiffres s'explique par le contexte spécifique à la transition ; cependant, même si ces chiffres évoluent, les proportions relatives ne se modifieront pas.

Il serait bien sûr absurde d'affirmer que dans une économie de type post-soviétique, l'union douanière ne peut être que pernicieuse. La question doit être formulée de manière différente : pernicieuse pour qui ? Qui gagnera à court terme, et qui perdra à plus long terme, une fois qu'elle sera mise en œuvre ?

La Biélorussie a, par exemple, apparemment bénéficié de la suppression des barrières douanières avec la Russie. Après la proclamation de l'union, et grâce essentiellement aux fournitures russes de pétrole et de gaz à des prix favorables,

8. *Finansovye izvestiya*, 26 juin 1995.

9. *L'économie Russe dans la première moitié de 1995* (Rossiyskaya ekonomika v piervom polugodii 1995 goda), Moscou, septembre 1995, p. 95.

10. Voir par exemple *Finansovye izvestiya*, 16 janvier 1996.

TABLEAU 15

Salaires moyens dans les pays de la CEI en septembre 1995

En dollar, taux de change courant des banques centrales nationales

	SALAIRE MOYEN	EN % DU NIVEAU RUSSE		SALAIRE MOYEN	EN % DU NIVEAU RUSSE
Russie	128	100	Moldavie	31	23
Kazakhstan	94	68	Géorgie	-	-
Biélorussie	77	56	Arménie	18	13
Turkmenistan	72	52	Azerbaïdjan	15	11
Ukraine	60	44	Tadjikistan	6	4
Kirghyzistan	37	27	Moyenne*	50	36
Ouzbékistan	36	26	Moyenne**	86	62

* Biélorussie + Kazakhstan + Kirghyzistan + Ouzbékistan + Tadjikistan.

** Biélorussie + Kazakhstan.

Source : *Dielovoy mir*, 28 novembre 1995.

le revenu net de la République s'est élevé à quelques 700 millions de dollars¹¹. Est-ce une simple coïncidence si, simultanément, les réformes macro-économiques soutenues par le FMI en Biélorussie ont été allégées ? Quoi qu'il en soit, à court terme, les autorités biélorusses, gradualistes, ont gagné ; mais à long terme, l'économie de la République, qui est artificiellement maintenue à flot, a perdu ; il en va de même pour la population. En effet, le temps n'abolit pas ni ne réduit les problèmes d'une économie en transition, qui s'aggravent généralement tant qu'ils ne reçoivent pas de traitement approprié.

Actuellement, la situation qui prévalait en 1991-1992 s'est inversée : à cette époque, les Républiques gradualistes de l'ex-URSS s'opposaient à la Russie et en tiraient un gain politique ; aujourd'hui les pays de la CEI insistent sur le rôle de l'intégration comme moyen d'obtenir un bénéfice économique à court terme. Ce type d'intégration a évidemment une limite naturelle qui sera atteinte au moment où l'indice des prix pondérés de la Russie atteindra le niveau des prix internationaux¹². Mais on ne peut généraliser davantage, en raison de la puissante interférence de la politique avec les affaires économiques.

La conception post-soviétique des relations économiques internationales, fondée sur la division du travail simple et grossière spécifique à une économie centralisée de type soviétique, est assez simple. Plus un modèle théorique formel est complexe, plus il s'éloigne de la réalité de la CEI. Celle-ci semble parfois étonnamment compliquée, mais ceci s'explique le plus souvent par le fait que les modèles qui lui sont appliqués ne permettent pas de rendre compte de sa

11. *Niezavisimaya gazeta*, 28 février 1996. Le 27 février 1996, la Russie et la Biélorussie ont signé un accord selon lequel la Russie doit effacer presque 170 millions de dollars des dettes officielles nettes de la Biélorussie ; au même moment, la dette des entreprises biélorusses envers les fournisseurs russes s'élève de 400 à 600 millions de dollars (voir *Siegodnia*, 28 février 1996).

12. L'indice des prix pondérés de la Fédération de Russie, en février 1996, était égal à 63 % de celui des Etats-Unis, selon les calculs de l'Institut d'analyse économique (*Finansovye izvestiya*, 29 février 1996). Quoique contestables, de telles évaluations numériques incitent à penser que la visite du président Lukashenko à Moscou était une des dernières actions de ce type.

spécificité. Les modèles simples, comme celui de Krugman et Venables se révèlent plus opérationnels (Krugman & Venables, 1995) ; ce dernier montre que, dans le cas d'une différenciation régionale « produite par l'interaction entre économies d'échelle et coûts de transport », l'approfondissement de l'ouverture entre des économies plus et moins développées conduit à une situation dans laquelle les avantages du centre sont érodés, et la croissance qui en résulte pour le revenu de la périphérie peut se faire en partie aux dépens du centre. Il semble en effet qu'un tel phénomène se produise, ce qui pourrait expliquer l'intérêt des élites politiques de la CEI pour l'union douanière.

Cependant, tout au long de 1995 et au début de 1996 au moins, la Fédération de Russie a insisté sur l'approfondissement de l'intégration multilatérale¹³. Il est regrettable que la Russie ait échoué à relever le défi du moment qui ne se résumait pas à un simple fractionnement, mais qui impliquait de faire preuve de beaucoup plus de flexibilité et d'aptitude à anticiper les événements¹⁴. Or, préserver les contacts traditionnels au lieu d'accroître l'efficacité ; équilibrer le commerce au lieu d'en améliorer sa structure ; consolider le chiffre d'affaire au lieu de favoriser l'interpénétration du capital des transnationales ; ce sont toujours ces choix qui dominent et qui déterminent les conditions du processus de prise de décision.

Pourquoi ? Dans un pays en transition, les choix économiques sont, dans de très nombreux cas, faits en considération d'une réalité virtuelle induite par la situation économique passée qui n'existe plus mais qui offre un camouflage trompeur aux véritables problèmes. Les changements systémiques semblent difficiles à réaliser, car ils sont facilement assimilés à l'environnement économique général. Au niveau national, la *monétisation* et la recherche de la stabilité financière n'ont pas nécessairement conduit à l'émergence d'une nouvelle pensée économique (ce dont l'importance des arriérés témoigne) ; et le Rubicon n'a été franchi que très formellement en ce qui concerne l'intégration économique. Il est probable que le point de non-retour n'est pas encore atteint.

CONCLUSION

On peut s'interroger sur la faisabilité et l'opportunité de la gestion d'une économie en transition comme celle de l'ex-URSS *via* la coopération internationale. Plus le schéma initial de division du travail est simple, et moins les formes sophistiquées de gestion internationale sont souhaitables. Une fois mises en place, elles s'altèrent et retournent à des formes plus primitives. Dans l'espace économique que constitue la CEI, un mécanisme de prise de décision à un niveau inter-étatique est plus nuisible que prometteur.

Les institutions officielles et technocratiques ne sont pas en mesure de gérer de manière adéquate les problèmes de l'intégration économique. La technocratie implique, par exemple, que les programmes économiques, régionaux et industriels (destinés à des branches individuelles), sont élaborés selon le raisonnement sui-

13. Ceci est une caractéristique des tentatives d'intégration dans la CEI qui distingue celles-ci des prétendues intentions impériales de la Russie, en réalité difficiles à décerner. Il convient également de noter que pendant l'année 1995, la contribution russe au budget des corps collectifs de la CEI est passé de 50 à 70 % des dépenses (voir *Finansovye izvestiya*, 20 février 1996).

14. On n'aborde ici que la dimension strictement économique de l'intégration, laissant de côté les dimensions politique et militaire, mais la situation dans ces domaines ne diffère pas significativement de celle qui prévaut en matière économique.

vant : le potentiel de production est évalué à tant – l'utilisation à 100 % des capacités nécessiterait tel niveau d'investissement et générerait telle quantité de travail supplémentaire – l'investissement nécessaire augmente le bien-être. En d'autres termes, les problèmes économiques ne sont abordés qu'en termes numériques, techniques, ou politiques ; leur caractère et leur nature économique sont négligés.

L'approche technocratique qui prévaut et qui est inhérente à la logique de fonctionnement (ou quasi-logique) des économies centralisées, limite évidemment l'efficacité des institutions économiques intergouvernementales : celle-ci ne peut, en principe, dépasser un optimum, prédéterminé par le *loci temporisque genius* économique.

Les décisions socio-économiques sont prises dans un cadre conceptuel qui s'identifie à certains paradigmes de la pensée économique. Ces paradigmes sont une force motrice et dessinent parallèlement l'image de ce qui est à construire ; et ceci est d'autant plus vrai dans le cas des économies en transition (Wagener, 1992). Dans un système économique instable, les paradigmes concurrents exercent une influence considérable sur les choix économiques et ils peuvent produire des types particuliers de rationalité économique (Pedersen & Nielsen, 1991).

L'intégration monétaire en Europe est un exemple révélateur de l'influence de paradigmes théoriques et politiques plus larges et plus fondamentaux sur le raisonnement économique. De nombreux auteurs affirment que les objectifs fondamentaux de l'intégration monétaire européenne pourraient être réalisés avec un simple système de changes fixes (Eichengreen, 1993). Mais un défenseur de l'intégration ne l'admettra jamais : il soutiendra que les « manœuvres arbitraires » des gouvernements nationaux sont « les causes principales de l'instabilité financière » et de difficultés « souvent insolubles », et qu'elles doivent être éliminées (Montani, 1991). Et il le fera essentiellement car son paradigme l'implique.

Les paradigmes de recherche, d'une part, et les stéréotypes de politique et d'économie appliquée d'autre part, sont étroitement interconnectés. Si la communauté économique et les élites politiques sont capables d'assimiler des points de vue différents, et parfois difficilement compatibles, on peut cependant mettre à jour, dans la plupart des cas, des caractéristiques systémiques qui autorisent l'établissement d'une corrélation entre les décisions économiques prises au niveau international et les doctrines économiques (ou plutôt socio-économiques) centrales/collatérales.

L'intégration économique européenne repose ainsi sur des fondements libéraux intrinsèquement cohérents, « c'est-à-dire le rejet des dévaluations compétitives, la garantie de la stabilité des prix, la diminution des déficits et de la dette publics, et la libéralisation du secteur financier, ainsi que sur le soutien aux régions faibles par le biais des fonds de cohésion et de nombreuses autres mesures » (Csaba, 1995). L'intégration européenne fut conçue au sein d'un champs sémantique déterminé par le fait que, dans l'Europe de l'après-guerre, certaines forces politiques (respectivement, certains paradigmes économiques) étaient devenues plus favorables à l'idée du fédéralisme européen (Spinelli, 1957) ; elle était également perçue en termes de défense d'un certain « ordre économique » (Eucken, 1990).

Au sein de l'espace économique post-soviétique, le paradigme dominant en matière de coopération internationale et d'intégration économique amène les décideurs publics à considérer les relations intra-CEI, et plus particulièrement celles

qui sont coordonnées sur une base multilatérale, comme fondamentalement bonnes, en dépit de l'évidence. Ce fait pourrait révéler la prépondérance du politique. Mais admettre cela équivaut, pour un économiste, à une reddition. Comme le souligne T. Hutchison, les fonctions de préférences dans l'économie ne sont guère cohérentes avec les objectifs politiques, en raison de « l'imprécision et du caractère diffus de ces derniers » (Hutchison, 1964). Définir exactement l'intérêt d'un pays en termes politiques est presque impossible : il ne se révèle qu'en dernier lieu, et il est essentiellement irrationnel (ou du moins indéterminé, comme presque toutes les autres notions politiques).

Le chercheur doit par conséquent laisser de côté les considérations extra-économiques, et rechercher les vices cachés dans le cadre conceptuel de son analyse économique¹⁵. Sir Lionel Robbins, au début de ce siècle, attira l'attention des économistes sur le fait que, pour une terminologie apparemment identique, l'argumentation fondant la prise de décision et la théorie économiques fonctionnent avec des contenus sémantiques considérablement différents (Robbins, 1935). L'intégration internationale des économies en transition est donc abordée en des termes dont les implications sont de validité limitée. Dans la plupart des cas, la théorisation des problèmes rencontrés ne permet pas de fournir une critique adéquate du contenu réel de la prise de décision ; en outre, de même que cette prise de décision ne reflète pas convenablement la réalité de la situation économique, la théorisation ne donne pas au chercheur des instruments d'analyse appropriés.

Dans son analyse de la succession des théories scientifiques, H. Putnam souligne le fait que la nouvelle théorie, tout en utilisant le même vocabulaire que celle qui la précédait et en reconnaissant comme justes ses observations, ne reprend pas nécessairement ses « lois » (Putnam, 1978). On pourrait décrire dans ces termes la relation qui unit la théorie de l'intégration internationale des économies en transition, d'une part, et l'économie internationale contemporaine d'autre part ; la première se présentant comme une version élaborée et ultérieure de la dernière, appliquée à un objet inhabituel. Le basculement des procédures d'analyse conventionnelles passe inaperçu, et trompe le chercheur. Plus l'approche « organique » ou « naturelle » de l'intégration économique de la CEI persistera, et plus elle retardera l'élaboration d'une nouvelle réflexion économique dans ces pays. L'étude de la politique russe d'intégration financière de la CEI pourrait donner l'impression que le pays est devenu l'otage des illusions économiques du passé. La rupture sera douloureuse à court terme ; mais à long terme, elle déclenchera une amélioration de la situation économique nationale, et en particulier la création de nouvelles incitations.

Cette évolution pourrait aussi avoir une conséquence qui ne doit pas être négligée : une nouvelle aggravation des tensions entre la Russie et l'Ouest (quel que soit le contenu que l'on donne à cette notion), en particulier pour ce qui concerne l'accès de la Russie aux marchés spécifiques.

Mais la CEI ne disparaîtra pas, et la Russie devra, quoi qu'il en soit, développer une nouvelle politique à son égard qui devra reposer le moins possible sur les anciens *a priori*, et dépendra des progrès de la réflexion économique dans le pays.

15. Le contexte conceptuel a généralement son propre message ; celui-ci recouvre souvent le message tiré des faits qui, à leur tour, sont sélectionnés avec un biais, c'est-à-dire en suivant un schéma théorique. Ce lieu commun méritait d'être mentionné en note.

Son succès sera à la mesure de la détermination dont fera preuve le pays à remplacer les anciennes formes de gestion économique (par exemple, les grands groupes encombrants et quasi-monopolistiques créés d'en haut, qui se substituent aux anciens ministères industriels) par de nouvelles formes, plus flexibles, fondées sur une base institutionnelle différente et ayant surtout de nouveaux objectifs à maximiser.

Récemment, les décideurs publics russes (comme ceux de la CEI) ont laissé percevoir une meilleure compréhension des défis économiques en cours¹⁶. Ainsi, ils acceptent plus facilement que, l'intégration au sens propre étant difficilement réalisable, l'accent doit être mis sur l'établissement d'une infrastructure normale de marché, sur l'accès des agents économiques aux marchés nationaux, et sur l'élaboration de divers instruments destinés aux marchés financiers et aux autres marchés. La nouvelle politique russe envers la CEI consistera en la création d'un environnement économique et politique favorable aux contacts micro-économiques dans les (rares) cas où ces contacts ne seront pas considérés par les partenaires eux-mêmes comme un simple expédient.

V. R. E.

ANNEXE

TABLEAU A1

Matrice des flux commerciaux de la CEI en 1994		
	CLASSIFICATION DU RATIO* SELON LES EXPORTATIONS	CLASSIFICATION DU RATIO* SELON LES IMPORTATIONS
	En %	
Russie	27,3	30,3
Kazakhstan	21,2	15,1
Ukraine	21,2	18,2
Ouzbékistan	12,1	12,1
Biélorussie	6,2	9,1
Azerbaïdjan	3,0	-
Moldavie	3,0	-
Turkmenistan	3,0	15,2
Tadjikistan	3,0	-
Total	100,0	100,0

* Ratio de fréquence des observations : nombre d'occurrence de chaque pays de la CEI dans la liste des principaux partenaires à l'échange au sein de la CEI, en proportion du nombre total d'observations.

Source : Tableau 8.

16. La conférence sur l'investissement et les relations financières et commerciales de la CEI, qui s'est tenue au moment de l'assemblée inter-parlementaire de Saint-Petersbourg les 28 et 29 novembre 1995, a adopté la proposition de création d'un système d'institutions financières qui soutiendrait les projets d'investissement joint, fournirait des garanties aux investisseurs, assurerait la convertibilité mutuelle des titres industriels émis dans les pays membres de la CEI, et échangerait les dettes internationales (intra-CEI) contre des dettes nationales (voir *Data medium*, supplément au n° du 23 décembre 1995). Le ministère russe de l'Economie a mis en place un fonds spécial destiné à soutenir les investissements joints dans la CEI ; cependant, le montant total de ces investissements en 1996 ne devrait pas dépasser 1,5 milliard de dollars, pour lesquels le taux de participation du ministère ne devrait pas excéder 20 %.

TABLEAU A2

	Structure des échanges des pays du groupe de Visegrad						En %
	HONGRIE		POLOGNE		TCHÉCOSLOVAQUIE		
	1985	1992	1985	1992	1985	1992	
IMPORTATIONS							
URSS	30	17	34	12	34	25	
Europe de l'Est	14	7	13	5	14	7	
RDA	6	-	6	-	7	-	
EXPORTATIONS							
URSS	34	13	28	9	34	11	
Europe de l'Est	13	6	14	6	14	14	
RDA	6	-	5	-	7	-	

Source : D. Pianelli, "L'après-CAEM : la dynamique des échanges entre les pays de Visegrad", document de travail CEPII n° 94-16, décembre.

RÉFÉRENCES

- Corden W. M. (1987), « The Relevance for Developing Countries of Recent Developments in Macroeconomic Theory », *The World Bank Research Observer*, vol. 2, n° 2, pp. 171-188, juillet.
- Csaba L. (1995), *The Capitalist Revolution in Eastern Europe. A Contribution to the Economic Theory of Systemic Change*, pp. 245-246, Edward Elgar, Aldershot.
- Comité statistique de la CEI (1995), *Statisticheskij biulleten' SNG* (Bulletin statistique de la CEI).
- Comité statistique de la Fédération de Russie (1995), *Statisticheskoye obozreniye* (Revue statistique), n° 5, pp. 65-66.
- Dabrowski M & R. Antczak (1995), *Economic Transition in Russia, Ukraine, and Belarus in Comparative Perspective*, Varsovie, 1995.
- Doronin I. (1995), « Financial Markets In The FSU States - The Problem of Formation », *Vneshniaya trgovlia*, n° 7-8.
- Eichengreen B. (1993), « European Monetary Unification », *Journal of Economic Literature*, vol. 31, pp. 1321-1357, septembre.
- Evstigneev V. R. (1994), *Valiutno-finansovyye otnosheniya v postsovietskom ekonomicheskom prostanstvie - osobiennosti i puti formirovaniya* (Relations monétaires et financières au sein de la zone post-soviétique : mode de formation et caractéristiques spécifiques), Moscou, IMEMO, pp. 43-44.
- Evstigneev V. R. & Yu V. Shishkov (1994), *Economic Relations within the CIS. How Relevant is the Experience of Cooperation and Integration in Western Europe?*, pp. 45-51, Federal Trust, Londres.
- Eucken W. (1990), *Grundsätze der Wirtschaftspolitik*, Section 7 2. 4, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen.
- Gnos C. (1989), « Faut-il abstraire l'ECU de ses monnaies composantes ? », *Revue du marché commun*, n° 330.
- Hutchison T. W. (1964), *Positive Economics and Policy Objectives*, Londres.

- Krugman P. & A. Venables (1995), « Globalization and The Inequality of Nations », *The Quarterly Journal of Economics*, novembre.
- Mises L. von (1981), *Socialism. An Economic and Sociological Analysis*, chapitres XII-XIII, Liberty Classics, Indianapolis.
- Montani G. (1991), « The Ventotene Manifesto and the Era of World Unification », *The Federalist*, n° 3, pp. 192-236.
- Pedersen O. K. & K. Nielsen (1991), « Negotiated Economy - the Structure, the Processes, and the Instruments », in *Markets, Politics, and the Negotiated Economy - Scandinavian and Post-Socialist Perspective*, J. Hausner e. a. (ed.), p. 144-150, Cracow Academy of Economics, Cracovie.
- Putnam B. H. (1978), *Meaning And The Moral Sciences*, Londres., pp. 21-23.
- Robbins L. (1935), *An Essay on The Nature And Significance of Economic Science*, p. 116-117, Macmillan Ltd., Londres.
- Selgin G. A. & L. H. White (1994), « How Would the Invisible Hand Handle Money? », *Journal of Economic Literature*, p. 1718-1749, décembre.
- Sitaryan S. A. e. a. (1995), *Developing External Economic Contacts of Russia at the Stage of Formation of an Open-Type Market Economy* (Razvitiye vneshnieekonomicheskikh svyaziy Rossii na etapie formirovaniya rynochnoy ekonomiki otkrytogo tipa), p. 25, Russian Academy of sciences, Moscou, avril.
- Spinelli A. (1957), « The Growth of the European Movement Since World War II », in *European Integration*, C. Grove Haines (ed.), pp. 37-63, The Johns Hopkins Press, Baltimore.
- Wagener H.-J. (1992), « Economics and Politics of Transition », in *Economics and Politics of Transition* in C. T. Saunders (Ed.), pp. 389-397, The Macmillan Press Ltd., Vienne.

